



30 juillet 2015

40^e anniversaire de l'accord d'Helsinki : l'ambiance n'est pas à la célébration

Le Groupe S&D au PE veut insuffler une nouvelle vie au processus d'Helsinki

Il y a 40 ans, des femmes et des hommes représentant les peuples d'Europe, des États-Unis et du Canada, décidaient qu'après une période d'aggravation des tensions entre l'Est et l'Ouest, il fallait entamer un dialogue politique sérieux consacré à la promotion de la sécurité, la collaboration économique et des droits de l'homme à travers l'Europe.

40 ans plus tard, l'Europe est confrontée à une grave crise de sa sécurité.

Or, après la chute du mur de Berlin et la réaffirmation des principes d'Helsinki dans la Charte de Paris, l'Europe espérait une longue période de développement démocratique et de coopération intense, dans la perspective d'un avenir commun. Toutefois, cet espoir a volé en éclats, tant en raison de l'aggravation des tensions entre l'UE et la Russie, causée par la crise ukrainienne, que par la montée en puissance des forces antidémocratiques à travers l'Europe.

La position des socialistes et sociaux-démocrates européens a toujours été parfaitement claire, hier et aujourd'hui, qu'ils soient au pouvoir, dans l'opposition ou au sein des institutions européennes. Nous nous opposerons à toute force intérieure ou extérieure à l'Union européenne qui viserait à saper ses valeurs fondamentales de liberté et de tolérance. Dans cette optique et concernant l'Ukraine, nous rejetons l'annexion de la Crimée. Nous réaffirmons l'importance cruciale de la pleine mise en œuvre et du respect total de l'accord de Minsk, par toutes les parties. Il s'agit de réaliser une solution politique définitive, qui ramène la paix et la stabilité en Ukraine et permette la levée des sanctions.

Au début des années 1970, des sociaux-démocrates comme Willy Brandt et Olaf Palme ont joué les premiers rôles dans la conception de l'architecture de sécurité concrétisée par l'accord d'Helsinki, en se fondant sur le concept de « sécurité commune ». Cette approche était à l'origine d'un approfondissement de la paix et de la stabilité, de l'élimination des tensions, d'un développement démocratique et d'un renforcement du respect des droits de l'homme. Dans le même esprit, les socialistes et sociaux-démocrates au Parlement européen déclarent aujourd'hui qu'il s'agit d'éviter une division permanente de l'Europe et d'insuffler une nouvelle vie au processus d'Helsinki, en ramenant les protagonistes autour d'une même table. Nous demandons l'ouverture d'un dialogue à l'échelle de l'Europe, pour réévaluer les engagements pris dans le cadre des trois priorités d'Helsinki : la sécurité européenne, le développement des relations économiques et la promotion des droits de l'homme. Dans cette optique, il faut également aborder des questions urgentes comme l'offre et la demande d'énergie.

La reprise d'un dialogue fondé sur le processus d'Helsinki doit servir à évaluer la situation qui prévaut actuellement en Europe. Il s'agit de reconstruire et solidifier les relations politiques, dans le plein respect de la légalité internationale et des engagements inscrits dans l'acte final des accords d'Helsinki : respect des droits de l'homme, des droits des minorités, des libertés fondamentales, de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États, de l'inviolabilité des frontières, de l'égalité des droits et de la résolution pacifique des conflits. À cet effet, nous voulons revigorer l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE).

En effet, à l'heure actuelle la situation est telle que non seulement les contacts politiques et diplomatiques sont réduits au minimum, mais aussi les relations entre peuples. Dans ces conditions, le Groupe S&D au Parlement européen propose les trois initiatives concrètes suivantes :

1 L'UE doit contribuer à l'intensification de la coopération et à l'instauration d'un climat de confiance. À cet effet, elle doit favoriser la liberté de circulation des personnes à travers l'Europe, en facilitant et en libéralisant les régimes de visas.

2 À court terme et en guise de premier geste de bonne volonté dans la promotion du dialogue, nous exhortons tant l'Union européenne que la Russie à supprimer de leurs listes de sanctions tous les membres d'un parlement.

3 Nous exhortons l'Union européenne et les États membres à soutenir de tout leur poids l'initiative qui vise à réunir l'ensemble des pays et pays successeurs signataires, il y a 40 ans, de l'acte d'Helsinki, afin de relancer le dialogue au niveau le plus élevé, dans le cadre de l'OSCE et au plus tard à l'horizon 2016. Il faut mettre sur pied une « conférence permanente » préparatoire de ce sommet de l'OSCE.

Le 17 novembre prochain, le Groupe S&D organisera une conférence de très haut niveau, consacrée aux 40 ans d'Helsinki.

Il prévoit des visites à Moscou et à Washington dans le cadre de la préparation de cet événement.